

ERF-ILO

# Policy Note

Une Version Spéciale des Notes d'Orientation de l'ERF

## Vers une Croissance Plus Riche en Emplois: Le Cas de la Tunisie

Khaled Nasri

### À propos de l'auteur

Khaled Nasri est chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis et associé de recherche au Forum de recherche économique (ERF)

### En Bref

- Plusieurs chocs internes et externes ont aggravé la situation socio-économique en Tunisie. Malgré la lente reprise, un an après la pandémie de COVID-19, l'économie tunisienne fonctionne encore en deçà de son potentiel.
- Le marché du travail tunisien se caractérise par un taux de chômage élevé pour les jeunes et les femmes, un faible taux de participation; le découragement des jeunes<sup>1</sup> et des emplois informels et de faible qualité.
- Des réformes opportunes et adéquates sont nécessaires pour promouvoir une croissance économique soutenue et stimuler la création d'emplois de meilleure qualité en Tunisie.
- La mise en œuvre des réformes proposées exige une stabilité sociale et politique et une confiance durable entre les différentes parties prenantes de la société.

### Les Dernières Évolutions Macroéconomiques et du Marché du Travail en Tunisie

Depuis 2011, la Tunisie a été exposée à plusieurs chocs qui ont aggravé la situation socioéconomique déjà difficile du pays. Les attentats terroristes successifs et la perturbation de la production de phosphate en Tunisie ont également ralenti la croissance économique. En mars 2020, l'épidémie de COVID-19, accompagnée de la mise en œuvre d'un confinement strict, a entraîné une forte contraction du PIB réel qui a considérablement chuté en 2020. Bien que l'économie tunisienne ait connu une certaine reprise en 2021 (l'OIT et l'ERF 2022), la croissance économique tunisienne était encore, au cours de la même période, inférieure au taux moyen de croissance des économies à revenu intermédiaire. De plus, le changement climatique et la guerre russo-ukrainienne actuelle ont eu un impact négatif sur le secteur agricole et sur l'approvisionnement en céréales de la Tunisie.

<sup>1</sup> Ces indicateurs et leurs mesures techniques sont présentés en détail dans l'OIT et l'ERF (2021) et l'OIT et l'ERF (2022).

En ce qui concerne les indicateurs du marché du travail, l'épidémie de la COVID-19 n'a fait qu'aggraver les défis préexistants en Tunisie. Bien que l'impact de la pandémie sur la participation ait été également limité pour les deux sexes, les taux de chômage restaient très préoccupants tout au long de 2021, en particulier chez les jeunes tunisiens. Ces problèmes, associés aux groupes découragés, ont conduit à la sous-utilisation de la main-d'œuvre et donc au gaspillage des ressources humaines.

## Les Indicateurs de Performance Économique de la Tunisie

Au cours des deux dernières décennies, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en Tunisie a considérablement fluctué. Il était de 1,7% en 2002 et a culminé à 6,3% en 2007 avant de ralentir considérablement en 2008 (4,5%) et 2009 (3,1%), à cause de la crise financière mondiale associée aux soulèvements du bassin minier (Nasri et al, 2022).

De plus, la croissance annuelle moyenne, entre 2011 et 2018, n'a pas dépassé 1,7%. La pandémie de COVID-19 a gravement affecté la croissance économique en Tunisie, elle ne progressait déjà que de 1,3% par an en 2019 avant de se transformer en une grave récession de -8,7% en 2020. Comme le montre la figure 1, l'économie tunisienne a connu une certaine reprise en 2021, atteignant un taux de croissance positif du PIB de 3,3% en 2021, grâce à une croissance considérable de 15,7% au deuxième trimestre 2021, ce qui constitue le taux le plus élevé depuis 2018. Cependant, la croissance économique tunisienne était encore, en 2021, inférieure au taux de croissance moyen des économies à revenu intermédiaire.

Simultanément, l'économie tunisienne a enregistré ses taux d'épargne et d'investissement les plus bas (4% et 13% respectivement) en 2020, suite à l'épidémie de la COVID-19 (OIT/ERF, 2022). En fait, les priorités en matière de dépenses gouvernementales ont dû s'ajuster pour tenir compte des conséquences sanitaires et économiques de la pandémie en augmentant les dépenses courantes relatives aux transferts sociaux au détriment de dépenses en capital. En outre, la Banque centrale de Tunisie (BCT) a réduit son

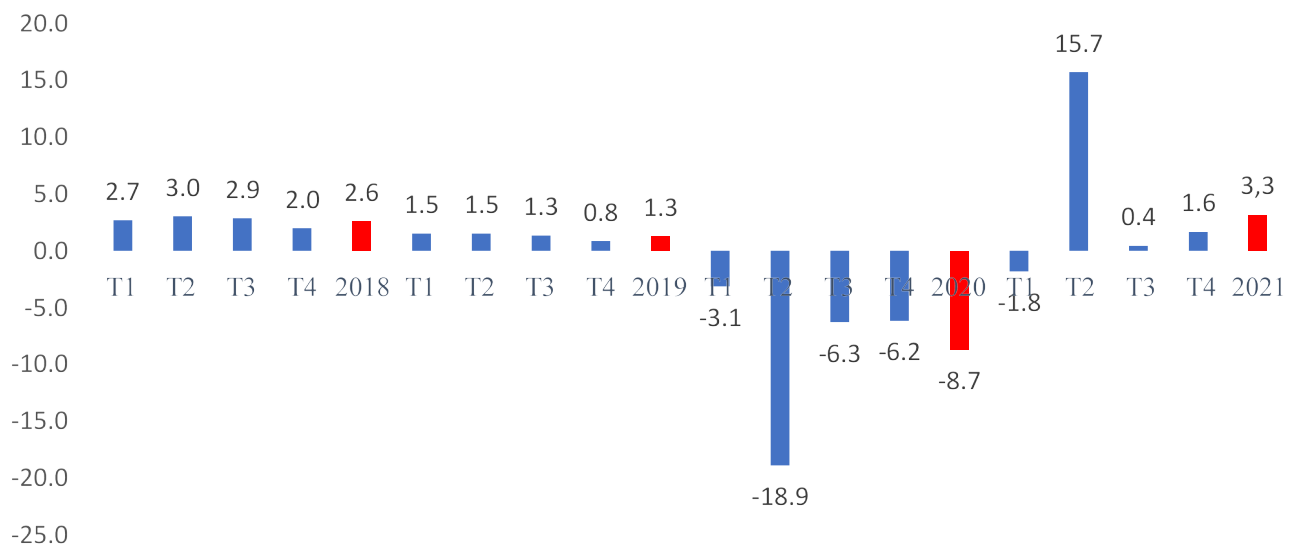
taux d'intérêt directeur en mars et octobre 2020 de 125 points de base au total. Ceci, à son tour, a entraîné une baisse des taux d'épargne et d'investissement en 2020 de 57% et 27% respectivement, par rapport à 2019.

En outre, certains secteurs ont été très affectés pendant la pandémie, tels que les secteurs de l'hôtellerie, de transports et de construction qui ont connu une croissance négative de 38,5%, 28,5% et 13,8%, respectivement entre 2019 et 2020. Au contraire, la majorité des secteurs ont connu une croissance positive en 2021, en particulier l'industrie non manufacturière qui a progressé de 34,6% en glissement annuel, entre 2021 et 2020.

En 2021, le secteur agricole a été le seul secteur à enregistrer une croissance négative (-4,6%) en raison de conditions météorologiques défavorables, expliquées par des problèmes liés au changement climatique. À cet égard, il convient de noter que la sensibilité de la Tunisie à la variabilité et au changement climatique est fortement liée à sa dépendance au secteur agricole. Cependant, ce secteur est fortement exposé aux risques climatiques : l'augmentation de la température et les niveaux variables de précipitations, associés à des événements plus extrêmes, tels que les inondations et les sécheresses. En outre, le secteur agricole utilise environ 80% de l'approvisionnement en eau du pays, ce qui est particulièrement problématique car la Tunisie dispose de ressources en eau limitées, bien en deçà de la disponibilité moyenne en eau des autres pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Verner et al., 2018). D'une part, il est donc clair que ces risques climatiques constituent une menace pour l'agriculture, la disponibilité des ressources en eau et, par conséquent, le système agroalimentaire du pays (Verner et al., 2018). D'autre part, la guerre russo-ukrainienne actuelle a des conséquences négatives sur et sur le prix du pétrole, ce qui a entraîné une accélération<sup>2</sup> de l'inflation en Tunisie.

<sup>2</sup> La Tunisie dépend des marchés russe et ukrainien pour 80% de ses importations de céréales et 60% de son approvisionnement en blé (ce dernier provenant principalement d'Ukraine).

Figure 1 : Taux de Croissance Trimestriel du PIB Réel (pourcentage), 2018-2021



Source : OIT et ERF (2022)

## Le Chômage, le Découragement des Jeunes et les Emplois Informels et de Faible Qualité

Quant à l'évolution du marché du travail en Tunisie, l'un des indicateurs les plus frappants est le taux de chômage élevé (El-Kogali et Krafft, 2020 ; Kabbani, 2019 ; Verick, 2018 ; OIT 2021). Le taux de chômage a fortement augmenté en 2011, atteignant 18.6 % pour la première fois – en raison du déclin de l'activité économique. Après 2011, le taux de chômage a de nouveau atteint des niveaux historiques d'avant le soulèvement tunisien, mais n'a pas baissé de manière significative (OIT et FER 2021). La pandémie a considérablement augmenté le chômage global qui a augmenté de près de 20% et est resté plus élevé qu'avant la pandémie. En 2021, le taux de chômage des jeunes est resté à des niveaux obstinément élevés, supérieur à 40% (figure 2). À la suite de la COVID-19, le chômage des jeunes femmes a été fortement touché que celui des jeunes hommes, mais a ensuite diminué près des niveaux d'avant la pandémie.

Le taux de chômage élevé des jeunes est censé refléter la transition difficile de l'école au marché du travail et l'inefficacité des mécanismes d'intermédiation au niveau du marché du travail (OIT et FER, 2021). Ces problèmes, associés à la faible participation au marché du travail et aux groupes découragés, conduisent

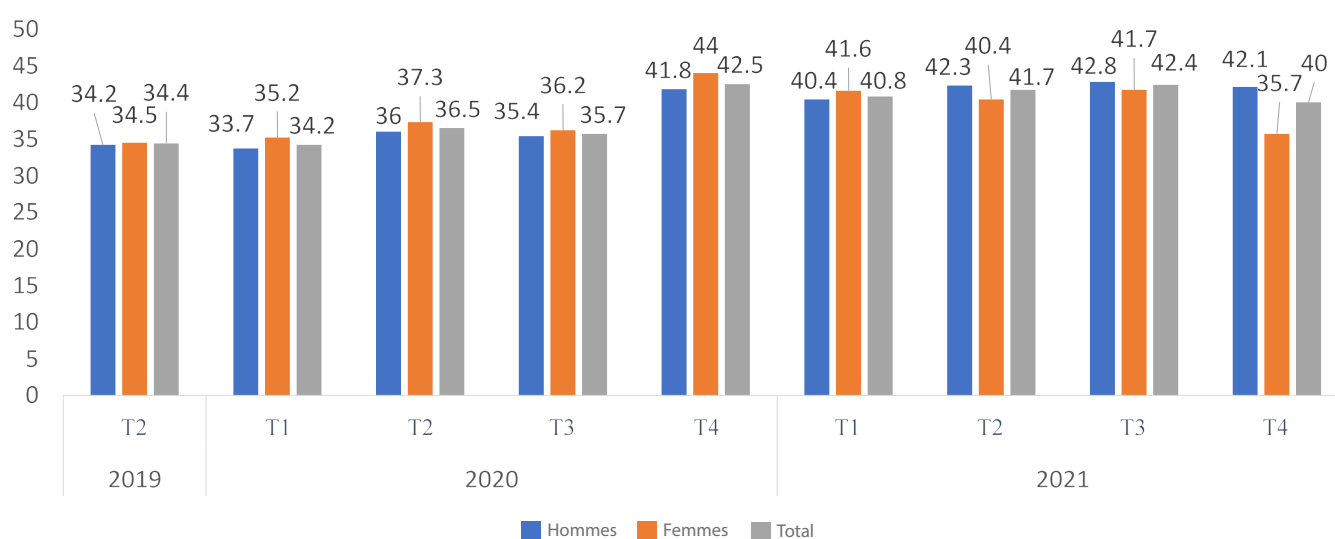
à la sous-utilisation de la main-d'œuvre et donc au gaspillage des ressources humaines (Marouani, Krafft et Assaad, 2022 ; Assaad, Ghazouani et Krafft 2018 ; Assaad et Krafft, 2016).

En Tunisie, le taux de découragement le plus élevé apparaît parmi les hommes les plus jeunes âgés de 15 à 24 ans, en particulier ceux ayant bénéficié d'une éducation secondaire. Alors que chez les femmes, les moins instruites sont les plus découragées.

En outre, la structure industrielle de l'économie tunisienne basée sur les petites et moyennes entreprises (PME) ne peut absorber les diplômés universitaires. Un diplômé universitaire sur trois travaille dans le secteur privé informel et ce taux a régulièrement augmenté ces dernières années (OIT, 2021).

Bien que la Tunisie ait réussi à maintenir le niveau d'emploi formel pour promouvoir le travail décent, reflétant ainsi une volonté de s'ouvrir au dialogue social associée à un fort élan des syndicats, plusieurs formes de déficit de travail décent sont toujours présentes dans l'économie tunisienne. La qualité des emplois créés dans les secteurs de l'agriculture et de la construction demeure faible, comme en témoigne le taux assez élevé d'informalité, de vulnérabilité et de pauvreté dans ces secteurs (OIT et FER, 2021 ; Nasri et Belhadj 2022).

Figure 2 : Taux de Chômage des Jeunes: 15-24 Ans



Source : OIT et ERF (2022)

À cet égard, les taux de pauvreté les plus élevés parmi les travailleurs sont enregistrés dans l'agriculture (22%) et la construction (21%), deux secteurs connus pour leur faible productivité et leurs bas salaires (OIT et FER, 2021).

Par ailleurs, la précarité de l'emploi est fortement présente dans les secteurs de l'agriculture et de la construction où le taux de précarité est respectivement de 58% et 75%. En outre, les agricultrices rurales sont plus vulnérables que les hommes aux conditions d'emploi précaires et moins susceptibles d'avoir droit aux prestations de protection sociale par rapport aux ceux qui occupent des formes d'emploi standard. De plus, la persistance des écarts de rémunération hommes-femmes pénalise la capacité des femmes à contribuer au système de sécurité sociale, ce qui entraîne des niveaux de prestations inférieurs pour un travail de valeur égale (Nasri et al., 2022).

## Le Renforcement de la Résilience Économique: Les Options et les Voies de Réforme

Pour obtenir de bons résultats économiques et sur le marché du travail à une époque de chocs régionaux et mondiaux récurrents, il faut des réformes opportunes et adéquates. Les efforts devraient être orientés vers

la mise en œuvre du Programme Pays de l'OIT pour la promotion du travail décent en Tunisie, signé par l'OIT, le gouvernement tunisien et les partenaires sociaux.

Ce programme vise à atteindre une croissance économique mondiale, durable et inclusive entre les régions et souligne l'importance de la création d'emplois, de la promotion du travail décent et de la réalisation d'une protection sociale universelle pour des réformes globales. Il favorise également un nouveau modèle de relations industrielles fondé sur un dialogue social solide en vue de renforcer la cohésion sociale et le consensus entre les mandants tripartites de l'OIT, grâce à la mise en œuvre d'un nouveau contrat social fondé sur une approche axée sur l'humain.

Afin d'atteindre ces objectifs ambitieux, les actions suivantes devraient être envisagées :

- Le rétablissement de la confiance en exploitant le pouvoir de la voix des citoyens, notamment à travers l'engagement civique, la transparence et le renforcement de la gouvernance locale. Il est aussi important de mettre en place des institutions plus inclusives, régies par des normes de transparence et d'impartialité et capables d'offrir aux citoyens un accès équitable aux services publics (la Banque mondiale, 2022).
- La gouvernance des institutions publiques doit

également changer et adopter une orientation axée sur le citoyen. Les interventions doivent porter, entre autres, sur : (i) la numérisation des services publics destinés aux citoyens (en particulier l'éducation, la protection sociale, la santé et l'agriculture) et (ii) les réformes nécessaires à la numérisation de l'économie. Le rétablissement de la confiance sur la base des attentes de citoyens peut créer des conditions favorables pour orienter l'économie vers une croissance économique soutenue portée par la productivité et créer plus d'emplois de meilleure qualité en Tunisie.

- La stimulation de la croissance soutenue portée par la productivité en augmentant les investissements nationaux et étrangers. Cet objectif peut être atteint par :
  - L'examen du cadre juridique régissant la concurrence, afin d'éliminer les obstacles à la croissance des entreprises et à l'accès aux opportunités économiques (obstacles liés à l'entrée sur le marché et à l'accès au financement, notamment pour les PME et les diplômés sans emploi afin de créer leur propre entreprise).
  - L'amélioration du climat des affaires<sup>3</sup> est également nécessaire ainsi que l'afflux d'IDE, ce qui non seulement affecte positivement la croissance économique dans le pays d'accueil, mais peut également améliorer la création d'emplois, grâce aux retombées sur la productivité et les conditions de travail dans les entreprises nationales (OIT, 2012).<sup>4</sup>
- La création d'un environnement économique propice à l'invention et à l'innovation au niveau

<sup>3</sup> Le climat des affaires est l'environnement économique et professionnel entourant un groupe d'entreprises. Cela inclut l'attitude du gouvernement et de la politique envers ces entreprises et leur stabilité financière. <https://www.upcounsel.com/business-climate-definition#>

<sup>4</sup> Lorsque les individus sont employés par des entreprises étrangères et multinationales, leur capital humain peut être davantage renforcé grâce à la formation et à l'apprentissage en cours d'emploi. Ces entreprises étrangères peuvent également avoir une influence positive sur l'amélioration du capital humain dans les autres entreprises avec lesquelles elles établissent des liens, y compris leurs fournisseurs. Les entreprises multinationales sont la principale source des activités de recherche et développement (R-D) dans le monde développé et leur niveau de technologie est généralement supérieur à celui des pays en développement, de sorte qu'elles sont en mesure de générer des retombées technologiques très importantes.

des entreprises en élaborant un programme national encourageant les entrepreneurs à investir davantage dans la technologie et à inventer de nouvelles combinaisons de facteurs de production. La Tunisie ne manque pas de compétences mais plutôt de cadres réglementaires incitatifs.

- Il est urgent de moderniser le secteur financier et de mobiliser le financement climatique pour investir dans une transition vers une économie sobre en carbone, y compris la création d'emplois verts, l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles et les investissements dans les énergies renouvelables. Il est également nécessaire de renforcer la capacité commerciale du pays, notamment en introduisant des services commerciaux modernes et en renforçant l'intégration commerciale tout au long de la chaîne de valeur mondiale.

Parallèlement, une réflexion plus approfondie est nécessaire pour identifier une stratégie solide de développement industriel, créatrice d'emplois décents. En effet, il conviendrait d'évaluer la stratégie poursuivie pour le développement des PME qui peinent clairement à développer et à créer suffisamment des emplois de qualité.

Bien qu'il n'existe pas de solution politique uniformisée pour le marché du travail tunisien, la promotion du secteur privé, en lui permettant de prendre les devants, corrigerait dans une large mesure certaines des distorsions mentionnées ci-dessus. De ce point de vue, il est essentiel de renforcer les capacités du secteur privé pour fournir des emplois plus productifs qui répondent aux aspirations des jeunes instruits.

Un tel objectif peut être atteint par:

- L'institutionnalisation du dialogue social entre le gouvernement tunisien, les partenaires sociaux et la société civile sur la base de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites (normes internationales du travail). Le dialogue social soutient la croissance économique grâce à une approche axée sur l'humain qui est durable et promeut le programme concernant le travail décent. L'expérience montre que la contribution des partenaires sociaux est essentielle dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques macroéconomiques en Tunisie.

- L'introduction des réglementations plus compétitives en matière de fixation des salaires et de passation de marché pour le secteur privé, dans le cadre du Contrat social de 2013 et conformément aux normes internationales du travail relatives aux conventions sur le salaire (OIT 2019).
- La réduction du coût de l'économie formelle pour décourager l'économie informelle et faciliter la transition des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle vers l'économie formelle, tel que mentionné dans la Recommandation, 2015 (n° 204). Cela pourrait être réalisé en éliminant les obstacles administratifs aux cotisations et en facilitant les processus administratifs ainsi qu'en ajustant les taux de cotisation et les prestations (OIT, 2017). Cela encouragerait les entreprises à rejoindre le secteur formel, par conséquent, il augmenterait la demande de travailleurs qualifiés et instruits et accroîtrait la participation au marché du travail, en particulier chez les femmes qui bénéficieraient de meilleurs emplois en termes de type de contrat, de sécurité sociale, de conditions du travail, etc. (Boughzala, 2019).
- La promotion de la ratification, de la mise en œuvre et du suivi de la convention (n° 102) sur la sécurité sociale (norme minimum), 1952, par ex. en lançant des campagnes de ratification ainsi que l'application de la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012.
- Faciliter l'accès au financement pour les jeunes afin de soutenir la création d'entreprises, en particulier dans les zones marginalisées, ainsi que la mise en œuvre d'importants investissements publics susceptibles de stimuler l'investissement privé et de créer des emplois. L'économie sociale et la solidarité sont également des moyens de réduire le chômage en Tunisie.

## Références

- Assaad, Ragui, Samir Ghazouani et Caroline Krafft (2018). 'The Composition of Labor Supply and Unemployment in Tunisia.' In *The Tunisian Labor Market in an Era of Transition*, edited by Ragui Assaad et Mongi Boughzala, 1–38. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Assaad, Ragui et Caroline Krafft (2016) 'Labor Market Dynamics and Youth Unemployment in the Middle East and North Africa: Evidence from Egypt, Jordan and Tunisia.' Economic Research Forum Working Paper Series No. 993. Cairo, Egypt.
- Boughzala (2019) 'Unemployment in Tunisia: why it's so high among women and youth'. The ERF Policy Portal. Cairo, Egypt.
- El-Kogali, S. E. T. et Krafft, C. (Eds.). (2020). *Expectations and Aspirations : A New Framework for Education in the Middle East and North Africa*. Washington, DC : World Bank
- OIT (2012) 'Executive Summary and Policy Recommendations for Tunisia'.
- OIT (2017). "World Social Protection Report 2017–19 : Universal Social Protection to Achieve the Sustainable Development Goals." Geneva : International Labour Office. <http://www.socialprotection.org/gimi/gess/ShowWiki.action?id=594>.
- OIT (Organisation internationale du travail) et ERF (Forum de recherche économique). 2021. *Regional Report on Jobs and Growth Report in North Africa 2020*.
- OIT (Organisation internationale du travail) et ERF (Forum de recherche économique). 2022. *Second Regional Report on Jobs and Growth in North Africa (2018–21) : Developments through the COVID-19 Era*. OIT and ERF.
- Knaepen, H. (2021). *Climate risks in Tunisia Challenges to adaptation in the agri-food system*. CASCADES research paper.
- Nasri. K et Belhadj. B. (2022). *Household Vulnerability and Resilience in Tunisia: Evidence Using Fuzzy Sets and Multidimensional Approach*. *Studies in Microeconomics*, 0(0). <https://doi.org/10.1177/23210222221098836>
- Nasri, K., Amara, M. et Helmi, I. (2022). *Landscape of social protection in Tunisia*, Working Paper No. 1592 September 2022, Forum de recherche économique.
- Kabbani, N. (2019). *Youth Employment in the Middle East and North Africa : Revisiting and Refram-ing the Challenge*. Brookings Doha Center Policy Briefing. Doha, Qatar.
- Marouani, Krafft et Assaad (2022) 'Tunisia COVID-19 Country Case Study'. OIT/ ERF report.
- Verick, S. (2018). *Female Labor Force Participation and Development*. IZA World of Labor, 87v2, 1–11.
- Verner, D., Treguer, D., Redwood, J., Christensen, J., McDonnell, R., Elbert, C. et Y. Konishi. 2018. *Climate Variability, Drought, and Drought Management in Tunisia's Agricultural Sector*. Le groupe de la Banque mondiale.
- World Bank (2015b), *Consolidating Social Protection and Labour Policy in Tunisia*. Building Systems, Connecting to Jobs. Policy Note, World Bank, Washington, DC.
- World Bank. (2022). *Tunisie - Diagnostic Systématique Pays : Réhabiliter la Confiance et Répondre aux Aspirations des Citoyens pour une Tunisie plus Prospère et Inclusive*. Sommaire Exécutif (French). Washington, D.C.: groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099619511092252155/IDU0f28d09910e529043fb0990e05027c76a51d1>



**L'ERF en Bref:** *Le Forum de recherche économique (ERF) est un réseau régional dédié à la promotion de la recherche économique de haute qualité pour le développement durable dans les pays arabes, l'Iran et la Turquie. Créé en 1993, les principaux objectifs de l'ERF sont de créer une solide capacité de recherche dans la région; encourager la production de recherches indépendantes et de qualité ; et diffuser les résultats de la recherche à un public large et diversifié. Pour atteindre ces objectifs, le portefeuille d'activités de l'ERF comprend la gestion d'initiatives de recherche régionales soigneusement sélectionnées ; offrir de la formation et du mentorat aux jeunes chercheurs; et diffuser les résultats de la recherche par le biais de séminaires, de conférences et de diverses publications. Le réseau a son siège social en Égypte, mais ses affiliés proviennent principalement de différents pays de la région.*

#### Contact Information

##### ERF Office

**Address:** 21 Al-Sad Al-Aaly St. Dokki, Giza, Egypt  
PO Box 12311  
**Tel:** +202 333 18 600 - 603  
**Fax:** +202 333 18 604  
**Email:** erf@erf.org.eg  
**Website:** <http://www.erf.org.eg>

#### Follow us



**ILO-ADWA' Project en Bref:** *Financé par l'Agence suédoise de développement international (SIDA), le projet ADWA travaille au niveau de l'élaboration des politiques afin de soutenir les décisions fondées sur des données probantes concernant les dimensions clés de l'Agenda du travail décent. Le projet intervient tant au niveau régional (Afrique du Nord) que national, en Égypte, au Maroc, en Tunisie, et avec quelques activités spécifiques en Algérie. Il vise à promouvoir une croissance riche en emplois, les normes internationales du travail (NIT) et leur application au niveau de l'entreprise. Ces trois éléments sont fondamentaux pour le développement économique de la région et sont essentiels pour avancer vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).*

#### Contact Information

##### ILO Cairo

**Address:** 13 Brazil St. Zamalek, Cairo, Egypt  
PO Box 11211  
**Email:** [adwa@ilo.org](mailto:adwa@ilo.org)

#### Follow us

##### [ilo.org/Cairo](http://ilo.org/Cairo)

[Twitter](#) | [Facebook](#) | [YouTube](#)